

# NOUVEAUX MONDES

N° 8 - ÉTÉ 1998

## CAUCASE

AXES ANCIENS NOUVEAUX ENJEUX

*Sous la direction de Frédérique Longuet-Marx*

JEAN RADVANYI ■ ALEXANDRE ISKANDARIAN  
KARINÉ GUEVORGUIAN ■ SEMIH VANER  
CLAIRE MOURADIAN ■ HRATCH TCHILINGIRIAN  
ALAIN GIROUX ■ FRÉDÉRIQUE-JEANNE BESSON  
ALEXIS KOUDRIAVTSEV ■ VALERI TICHKOV  
VLADIMIR SEMIONOV ■ FRÉDÉRIQUE LONGUET-MARX  
PIERRE THOREZ ■ DOMINIQUE PIANELLI

**CRÉS**

CENTRE DE RECHERCHES  
ENTREPRISES ET SOCIÉTÉS

# LE CONFLIT DU HAUT-KARABAGH PROVOQUE DES CHANGEMENTS MAJEURS EN ARMÉNIE

Hratch TCHILINGIRIAN

*Doctorant, London School of Economics and Political Science.*

La démission sans heurt du président Levon Ter-Petrossian, le 3 février, mettait un terme à plusieurs mois de crise politique en Arménie. Durant les six années passées sous sa houlette, le pays avait été l'une des ex-républiques soviétiques les plus stables. Toutefois, avec son départ, l'Arménie était confrontée à son premier changement majeur au sommet, depuis la proclamation de son indépendance, en 1991. Le Premier ministre Robert Kotcharian devait assurer l'intérim jusqu'aux élections du 16 mars.

A l'origine du débat qui allait provoquer la démission de Levon Ter-Petrossian, sa décision, à l'automne dernier, de soutenir les propositions du Groupe de Minsk en vue de résoudre le conflit du Haut-Karabagh. Le Groupe de Minsk proposait une solution par étapes, impliquant toutefois que les Arméniens se retirent sans délai des territoires qu'ils ont pris à l'Azerbaïdjan et qu'ils occupent hors des limites du Karabagh. Cette condition était le préalable à toute discussion sur le statut de la république.

---

*Le Groupe de Minsk proposait une solution par étapes, impliquant toutefois que les Arméniens se retirent sans délai des territoires qu'ils ont pris à l'Azerbaïdjan et qu'ils occupent hors des limites du Karabagh.*

---

Les autorités d'Arménie et du Karabagh rejettent ces propositions, avec les arguments suivants :

■ accepter le plan du Groupe de Minsk augmenterait les risques d'un renouveau des hostilités, en rompant l'équilibre militaire entre Arméniens et Azéris, sans que le Karabagh obtienne pour autant de garanties de sécurité de la part de Bakou ;

■ Bakou n'aurait plus aucune raison de faire des concessions au Karabagh, dès lors que l'Azerbaïdjan aurait repris le contrôle des territoires occupés ; ce dernier pourrait même faire en sorte de redéclencher les hostilités ;

■ il est toujours possible, pour la direction azérie, de revenir sur sa promesse d'assurer la plus large autonomie au Karabagh, dans la mesure où l'Azerbaïdjan est un État unitaire<sup>1</sup>.

Les Arméniens du Karabagh et leurs alliés en Arménie insistent au contraire pour une «solution en bloc», réglant simultanément tous les points du conflit, sans aucun préalable. Les Arméniens du Karabagh rejettent en outre toute subordination du Karabagh à l'Azerbaïdjan, et n'envisagent, avec Bakou, que des relations d'égalité.

## L'ESCALADE

L'avalanche de critiques contre Ter-Petrossian commence, les 7-8 janvier, au terme d'une réunion du Conseil de Sécurité d'Arménie, à laquelle prennent part les dirigeants du Karabagh. Exacerbées, les divergences sur la question du Haut-Karabagh sont alors portées sur la place publique. La tension monte encore, lorsque deux responsables de la sécurité et un député de la tendance Ter-Petrossian sont pris à partie en différentes occasions. Le maire d'Erevan, Vano Siradeghian<sup>2</sup>, qui dirige le Mouvement national arménien (MNA) proche de Ter-Petrossian, laisse alors entendre que le gouvernement Kotcharian pourrait être derrière ces attaques. A l'inverse, pour le ministre de la Défense, Vazguen Sarkissian<sup>3</sup>, ces incidents ont été montés de toutes pièces par le MNA, fournissant un prétexte pour remercier Kotcharian. Le 28 janvier, le même Sarkissian déclare que Ter-Petrossian doit changer de politique sur le problème du Karabagh, ou qu'il faudra trouver un autre président au pays<sup>4</sup>.

---

*Les Arméniens du Karabagh et leurs alliés en Arménie insistent pour une «solution en bloc», réglant simultanément tous les points du conflit, sans aucun préalable.*

---

Puis, les événements se précipitent et transforment la situation en crise politique :

■ tous les grands partis d'opposition (dont le Parti communiste, l'Union démocratique nationale, la Fédération révolutionnaire arménienne (le Parti Dachnak) interdite, l'Union pour l'autodétermination, l'Union pour les droits constitutionnels, l'Union des Intellectuels arméniens...) réclament la démission de Ter-Petrossian ;

■ un nouveau Conseil national, regroupant plus de cinq cents intellectuels et figures publiques de renom, presse Ter-Petrossian de se retirer sans délai et demande l'organisation d'une élection présidentielle anticipée ;

■ plusieurs alliés majeurs de Ter-Petrossian démissionnent, dont Siradeghian, le ministre des Affaires étrangères Alexandre Arzoumanian et le président de la Banque centrale Bagrat Assatryan ;

■ le chef du groupe parlementaire paramilitaire «Yerkrapah»<sup>5</sup>, groupement politique le plus influent, annonce que ses forces se détournent de Ter-Petrossian au profit de Kotcharian ;

■ quarante des quatre-vingt-seize députés du «Bloc républicain»<sup>6</sup> soutenant Ter-Petrossian, font défection et passent du côté de Kotcharian, laissant à Ter-Petrossian cinquante-six voix dans une Assemblée (élue en 1995) de cent quatre-vingt-dix sièges ;

■ les forces de sécurité appréhendent quelque vingt-cinq militaires armés, soupçonnés de tentatives d'assassinat, ce qui ajoute encore à l'atmosphère de complot.

Et cependant, la démission de Ter-Petrossian surprend : on ne l'attendait pas aussi vite. Le président explique sa décision par une volonté de ne pas déstabiliser le pays. Un renvoi de Kotcharian eût risqué de rendre l'Arménie ingouvernable. Quoi qu'il en soit, outre le différend sur le Haut-Karabagh, la faiblesse politique de Ter-Petrossian et le mouvement dirigé contre lui proviennent de plusieurs facteurs déjà anciens :

---

*La démission de Ter-Petrossian surprend : on ne l'attendait pas aussi vite. Le président explique sa décision par une volonté de ne pas déstabiliser le pays.*

---

■ malgré de récents efforts pour regagner la confiance publique et élargir sa base de soutien, Ter-Petrossian ne devait jamais

retrouver une vraie légitimité politique, après les élections législatives de 1995 et, plus encore, après l'élection présidentielle de 1996, où il avait été accusé de truquer les résultats. De plus, la corruption au sein du gouvernement était toujours considérée comme rampante, en dépit des promesses d'y mettre bon ordre ;

■ la croissance économique accusait un fléchissement certain, l'inflation était en augmentation et le pays devenait de plus en plus dépendant des crédits étrangers. Une grande partie de la population continuait de vivre en dessous du seuil de pauvreté<sup>7</sup>, ce qui aggravait encore le mécontentement à l'égard de Ter-Petrosian ; ajouté aux positions du président sur la question du Haut-Karabagh, il en ressortait une impression générale de faiblesse nationale.

## LE CONFLIT DU HAUT-KARABAGH

Avec l'effondrement de l'URSS, le différend sur le Haut-Karabagh se transforme d'affaire intérieure en conflit international. Outre la Russie, un certain nombre de pays — dont des acteurs régionaux tels que la Turquie et l'Iran — et des organisations internationales proposent, sans succès, diverses solutions. La plus importante de ces organisations est l'OSCE qui, à compter de l'été 1992, facilite activement les négociations par le biais du Groupe de Minsk que préside un triumvirat composé, au début de 1997, de la Russie, de la France et des États-Unis.

---

*Avec l'effondrement de l'URSS, le différend sur le Haut-Karabagh se transforme d'affaire intérieure en conflit international.*

---

Remontant aux années vingt, le conflit du Haut-Karabagh est l'un des plus anciens de l'ex-Union soviétique. Il s'embrase à nouveau en 1988, sous la forme d'un mouvement pour la réunification avec l'Arménie et, à partir de 1991, devient une guerre à part entière. Tandis que l'URSS s'effondre, le Haut-Karabagh proclame son indépendance en septembre 1991. Aucun État, Arménie comprise, ne reconnaît alors la nouvelle république. La guerre fera plus de vingt mille victimes de part et d'autre, elle engendrera plus de quatre cent cinquante mille réfugiés en Arménie et plus de huit cent mille en Azerbaïdjan, et détruira des centaines de villages. Elle n'est pas encore officiellement terminée à ce jour, mais un fragile cessez-le-feu reste en vigueur depuis mai 1994.

La grande difficulté à trouver une solution au conflit du Haut-Karabagh tient à une incompatibilité entre le principe de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et le droit à l'autodétermination des Arméniens du Karabagh. La position de la communauté internationale à cet égard est que l'intégrité territoriale des pays de l'ex-Union soviétique doit être maintenue. A cela, les Arméniens du Karabagh répliquent que, de la même façon que l'Azerbaïdjan a eu la «possibilité légale» de faire sécession en 1991, les Arméniens avaient, eux aussi, selon la loi en vigueur en URSS à l'époque, le droit de se détacher de l'Azerbaïdjan.

---

*La grande difficulté à trouver une solution au conflit du Haut-Karabagh tient à une incompatibilité entre le principe de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et le droit à l'autodétermination des Arméniens du Karabagh.*

---

Le caractère légal du processus de déclaration d'indépendance de l'Azerbaïdjan et du Haut-Karabagh compte parmi les points les plus contestés du conflit.

Le 30 août 1991, le Soviet suprême de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan proclame son indépendance, en rétablissant la République d'Azerbaïdjan qui existait dans les années 1918-1920, et déclare illégal le pouvoir soviétique à Bakou. A cet égard, les deux articles de la Constitution sont éloquentes : l'article 2 proclame que «la République d'Azerbaïdjan est l'héritière» de celle qui a existé du 28 mai 1918 au 28 avril 1920 ; l'article 3 affirme, lui, que «le traité instaurant l'URSS, le 20 décembre 1922, est nul et non avenu en ce qui concerne l'Azerbaïdjan, depuis le moment de sa signature». La loi proclamait en outre, auparavant encore, la souveraineté de la nation azérie sur l'ensemble de la république. La langue azérie devenait langue d'État, le territoire de la république et ses ressources naturelles étaient décrétés «richesse nationale» appartenant au peuple azéri<sup>8</sup>.

---

*En refusant de devenir le successeur légal de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan, Bakou se libérait de la nécessité de reconnaître le Haut-Karabagh comme une région autonome.*

---

En refusant de devenir le successeur légal de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan, Bakou se libérait de la nécessité de reconnaître le Haut-Karabagh comme une région autonome, un demi-État, ce qu'il était dans le cadre légal de l'Union soviéti-

que. En 1923, les Arméniens du Haut-Karabagh avaient en effet été reconnus comme une entité légale au sein de la République d'Azerbaïdjan, devenant par là-même une sorte d'«État» dans l'État : la Région (*oblast*) autonome du Haut-Karabagh. En conséquence, la République des «Montagnes du Karabagh» englobait des territoires sur lesquels l'Azerbaïdjan n'avait aucun droit, puisqu'il avait rejeté le système légal soviétique. Le Haut-Karabagh, en effet, ne faisait pas partie de la première République d'Azerbaïdjan, entre 1918 et 1920.

Les Arméniens du Haut-Karabagh proclament donc leur indépendance en se fondant sur les lois en vigueur au temps de l'Union soviétique. Ces lois garantissent aux entités autonomes et aux formations nationales le droit de décider en toute indépendance de leur statut administratif et légal, dans le cas où la république les accueillant en son sein quitterait l'URSS<sup>9</sup>. En se fondant sur cette loi, le Haut-Karabagh organise, le 10 décembre 1991, en présence d'observateurs internationaux, un référendum par lequel la population exprime sa volonté d'être indépendante. Le Haut-Karabagh légitime ainsi son indépendance dans le contexte légal de la désintégration de l'URSS. Toutefois lorsque, en 1992, la communauté internationale reconnaît les États «post-soviétiques», dont la République d'Azerbaïdjan, elle omet la question du Haut-Karabagh qui, légalement, n'entre plus dans la composition de l'Azerbaïdjan depuis 1991.

A l'heure actuelle, ni les lois internationales ni les revendications similaires des Serbes de Bosnie qui veulent se séparer de la Bosnie indépendante, ne constituent un véritable soutien pour les Arméniens du Karabagh. Erevan devait également faire valoir que, compte tenu des évolutions récentes (notamment des pogromes anti-arméniens de Soumgaït, Bakou, Giania, Chamkhor, Chamakh et Minghetchaour), l'Azerbaïdjan était dans l'incapacité d'assurer la sécurité de la population du Haut-Karabagh, et demander que l'enclave puisse garantir son droit à l'autodétermination.

---

*Les Arméniens du Haut-Karabagh continuent d'affirmer que toute solution maintenant la région sous la juridiction de l'Azerbaïdjan, est inacceptable.*

---

Les Arméniens du Haut-Karabagh continuent d'affirmer que toute solution maintenant la région sous la juridiction de l'Azerbaïdjan, est inacceptable<sup>10</sup>. Bakou accepte de garantir au Karabagh un «haut degré d'autonomie», en tant que partie de l'État d'Azerbaï-

djan, mais considère l'indépendance pleine et entière comme portant préjudice à sa souveraineté et à son intégrité territoriale. Tandis qu'au niveau officiel, l'Azerbaïdjan reste fort discret sur ce qu'il entend par un «haut degré d'autonomie» (la Constitution d'Azerbaïdjan ne prévoit rien concernant les régions autonomes au sein de la République), les partis d'opposition se montrent très critiques envers les solutions proposées par le Groupe de Minsk. Non content de rejeter la proposition de l'OSCE, l'ancien président Aboulfaz Eltchibey, déclarait que le Haut-Karabagh ne pourrait rien espérer de plus qu'une «autonomie culturelle». Et de militer en faveur d'une action militaire pour résoudre le problème du Karabagh, «s'il était impossible d'y parvenir par des moyens pacifiques»<sup>11</sup>.

## LES NÉGOCIATIONS DE L'OSCE

A partir de 1992, le Groupe de Minsk se réunit une bonne douzaine de fois et tente sans succès, avec les parties en conflit, de parvenir à un «grand accord politique» entre Arméniens et Azéris. Le calendrier des rencontres s'ouvre sur le point le plus complexe et le plus contesté : la définition du statut politique du Karabagh dans les négociations. L'Azerbaïdjan refuse tout, hormis «une large autonomie», tandis que les Arméniens du Karabagh s'opposent à toute formule qui les placerait sous la juridiction légale ou politique de l'Azerbaïdjan, ou ferait de ce dernier le garant de leur sécurité.

Les autres points du contentieux sont la sécurité du Haut-Karabagh et de sa population, les garanties à apporter par la communauté internationale, la composition des forces de maintien de la paix, l'instauration d'un lien territorial permanent entre le Karabagh et l'Arménie : le corridor de Latchine<sup>12</sup>.

On assiste à un tournant à la fin de 1996. Le Karabagh, en effet, est au centre du Sommet de l'OSCE, les 2-3 décembre, à Lisbonne. L'Azerbaïdjan exige que son intégrité territoriale soit réaffirmée dans la déclaration finale, faute de quoi il opposera son veto à l'ensemble du texte. Pour éviter un incident, toute référence au conflit du Haut-Karabagh est supprimée dans le document final. A la place, les demandes de l'Azerbaïdjan sont fixées dans un texte séparé, rédigé contre la volonté de l'Arménie.

La déclaration du président de l'OSCE, présentée en annexe à la déclaration du sommet de Lisbonne, affirme trois grands principes :

- l'intégrité territoriale de la République d'Arménie et de la République d'Azerbaïdjan est intangible ;
- le statut légal du Haut-Karabagh sera défini dans un accord fondé sur l'autodétermination et conférant au Karabagh la plus large autonomie au sein de l'Azerbaïdjan ;
- la sécurité de la population du Haut-Karabagh sera garantie, impliquant le respect, par toutes les parties, des engagements mutuels fixés par l'accord<sup>13</sup>.

Les cinquante-trois États membres de l'OSCE, moins l'Arménie, devaient approuver ces principes appelés à servir de cadre aux futures négociations. La «défaite» politique de l'Arménie à Lisbonne allait avoir un impact négatif très lourd sur ses affaires intérieures et extérieures, tout au long de l'année 1997.

En décembre 1997, le Conseil des ministres des pays de l'OSCE, réuni à Copenhague, marque la fin d'une année d'efforts politiques arméniens pour tenter de «refaire surface» après le Sommet de Lisbonne. Contre tous les espoirs de l'Arménie et malgré ses tentatives diplomatiques, le Conseil ne fait aucune déclaration importante concernant le Haut-Karabagh. L'Arménie n'en juge pas moins «positive» la réunion de Copenhague, dans la mesure où elle ne crée pas d'«obstacles supplémentaires» à l'ensemble du processus de paix.

Le refus de Bakou de reconnaître les Arméniens du Haut-Karabagh comme des partenaires à part entière dans les négociations est un des problèmes clefs du processus.

Les perspectives de pourparlers directs entre Bakou et Stepanakert ont été débattues entre les co-présidents du Groupe de Minsk. L'Arménie plaide pour un dialogue direct depuis le début du conflit et les dirigeants du Haut-Karabagh y voient l'unique moyen de progresser. Mais l'Azerbaïdjan s'obstine à présenter le conflit en termes purement bilatéraux, comme si l'affaire ne concernait que Bakou et Erevan.

Ce refus de l'Azerbaïdjan découle de plusieurs éléments capitaux de sa politique au Karabagh :

- des pourparlers directs avec les Arméniens du Karabagh feraient du conflit une affaire intérieure, et non plus internationale.

---

*Le refus de Bakou de reconnaître les Arméniens du Haut-Karabagh comme des partenaires à part entière dans les négociations est un des problèmes clefs du processus.*

---

L'argument de «l'intégrité territoriale», avancé par Bakou, s'en trouverait affaibli, au profit de celui de Stepanakert concernant le «droit à l'autodétermination» ;

- Bakou a investi trop d'énergie politique et diplomatique à imposer «l'intégrité territoriale» comme unique base de résolution du conflit du Karabagh. Depuis le Sommet de l'OSCE à Lisbonne, en décembre 1997, c'est là sa plus grande victoire diplomatique ;

- des pourparlers directs avec les Arméniens du Karabagh pourraient servir de prétexte à d'autres groupes ethniques d'Azerbaïdjan pour tenter de faire valoir leurs droits.

Plutôt que d'accepter un compromis, l'Azerbaïdjan semble désireux de retarder la résolution du conflit. Bakou espère que ce délai sera économiquement trop lourd pour l'Arménie et le Karabagh. Bakou utilisera sa politique pétrolière «le plus habilement possible», déclarait Vafa Goulouzade, conseiller du président d'Azerbaïdjan<sup>14</sup>. Entre-temps, l'Azerbaïdjan aura une chance d'améliorer ses structures politiques et militaires, et de former une armée plus mobile et professionnelle.

---

*Plutôt que d'accepter un compromis, l'Azerbaïdjan semble désireux de retarder la résolution du conflit.*

---

Plus récemment, les dirigeants d'Azerbaïdjan ont exprimé leur intérêt pour des pourparlers directs avec Stepanakert, mais à la condition que le Haut-Karabagh admette le principe de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et rende les «territoires occupés». A quoi les Arméniens du Karabagh ont répliqué que des pourparlers directs devaient être entamés sans conditions préalables et sans prédétermination du mode de relations d'une des parties avec l'autre. A court terme, des négociations directes entre Bakou et Stepanakert restent hautement improbables. Et cependant, sur le long terme, aucun progrès sérieux ne sera accompli sans que les Arméniens du Karabagh participent pleinement à la définition de leur statut<sup>15</sup>.

Le conflit du Haut-Karabagh aura aussi, vraisemblablement, un impact sur l'élection présidentielle qui doit se tenir en Azerbaïdjan, à la fin de 1998 (comme cela fut déjà le cas, dans le passé, pour les deux précédents présidents, Ayaz Moutalibov et Aboulfaz Eltchibey). Les efforts de l'administration Aliev viseront à contenter l'opinion, notamment en ce qui concerne le règlement du conflit. Si les négociations s'enlisent sans apporter de résultat concret

Aliev risque de brandir «l'option militaire» au cours de sa campagne :

- pour montrer à ses adversaires et à l'opinion sa force et sa détermination à résoudre le conflit par tous les moyens ;
- pour calmer le mécontentement suscité dans l'opinion par cette impasse et retourner la situation en faveur de son administration ;
- pour détourner l'attention des difficultés socio-économiques auxquelles est confrontée la société d'Azerbaïdjan, de même que le mécontentement engendré par la corruption et l'absence de vraies réformes politiques. Il est toutefois peu vraisemblable que les menaces d'intervention militaire se concrétisent, du moins en 1998, dans la mesure où cela n'entraînerait pas seulement de lourdes pertes pour l'Azerbaïdjan mais — plus important — porterait aussi un coup à son «boum» pétrolier.

La tentation de l'Azerbaïdjan est de maintenir le cessez-le-feu et d'accélérer le «boum» pétrolier, justifiant son inaction par la prospérité du pays. Le problème est que chaque année qui passe consolide encore le statut d'indépendance, existant de fait pour le Karabagh.

---

*La tentation de l'Azerbaïdjan est de maintenir le cessez-le-feu et d'accélérer le «boum» pétrolier, justifiant son inaction par la prospérité du pays.*

---

## LA MISSION DE PAIX DE L'OSCE

En décembre 1994, lors du sommet de Budapest, l'OSCE instaure un Groupe de projet au plus haut niveau (HLPG), afin d'élaborer un programme de mission de maintien de la paix dans le Haut-Karabagh et la zone en conflit, sur le modèle de ses missions désormais «traditionnelles», s'inspirant de l'action menée par la Force de Protection de l'ONU (FORPRONU) en Croatie et en Bosnie.

A la date prévue, le HLPG produit des documents fixant les concepts de base de l'opération et un rapport sur la zone de conflit, suite à un voyage de reconnaissance de deux semaines dans la région.

Le général de division Heikki Vilén, chef du HLPG, déclare qu'il «ne saurait y avoir aucun déploiement de troupes de maintien de

la paix, à moins qu'un accord politique ne soit signé, mettant fin aux hostilités et instaurant un cessez-le-feu dans la région. L'opération ne pourrait être lancée qu'avec le consentement et à la demande des parties en conflit, ce qui implique leur coopération active avec les forces de maintien de la paix et, en conséquence, la garantie de leur sécurité». Cette mission, en outre, serait «limitée dans le temps»<sup>16</sup>.

En octobre 1997, un groupe militaire de travail de l'OSCE entame des pourparlers à Stepanakert, Erevan et Bakou, sur les questions de sécurité régionale et le déploiement d'une force de maintien de la paix. Tout en affirmant que l'OSCE est prête à monter une opération de ce type pour le Haut-Karabagh, les représentants de l'organisation soulignent que les ressources financières pour la réaliser sont limitées<sup>17</sup>.

Malgré l'impasse des négociations, le programme de surveillance de l'OSCE se poursuit. En novembre, une délégation se rend dans la région, conduite par le colonel Antal Herdic (Hongrie) et Bern Lowritsen (Danemark). La délégation effectue une visite de contrôle sur la ligne de front entre les forces armées du Karabagh et celles d'Azerbaïdjan<sup>18</sup>.

A la fin du mois de janvier 1998, un envoyé spécial de l'OSCE, Andrei Kasprczik, accompagné de délégués du Danemark, d'Ukraine et de Suède, fait une tournée sur la ligne de front, près d'Aghdam. Pour assurer leur sécurité, le commandement militaire des deux parties en conflit établit des contacts directs. Le Karabagh organise et conduit la mission conformément au programme élaboré en accord avec la mission de l'OSCE. Kasprczik rencontre également des officiels du Haut-Karabagh. Une autre visite est effectuée le 10 février par un délégué de l'OSCE, Anders Troedson, afin d'envisager les questions d'observation de la ligne de front, opération prévue pour la fin du même mois<sup>19</sup>.

Les observateurs militaires de l'OSCE se disent convaincus que les conditions de base existent dans l'enclave pour organiser une mission de maintien de la paix dans la région.

## QUARANTE MOIS DE CESSEZ-LE-FEU

Depuis mai 1994, le cessez-le-feu a fourni un répit et donné suffisamment de temps pour renforcer l'infrastructure gouvernementale de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et du Karabagh. En plus de la guerre, ces nouvelles républiques se sont trouvées confrontées aux problèmes du passage d'une économie contrôlée à une économie de marché et, depuis leur indépendance, au processus de construction de l'État. Les deux parties ont aussi, malheureusement, mis à profit le cessez-le-feu pour réarmer.

---

*Depuis mai 1994, le cessez-le-feu a fourni un répit et donné suffisamment de temps pour renforcer l'infrastructure gouvernementale de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et du Karabagh.*

---

Le cessez-le-feu a été particulièrement profitable à l'économie d'Azerbaïdjan qui devait enregistrer une croissance record au cours des deux dernières années. Les investissements étrangers ont été multipliés par cinq. A la fin du premier trimestre de 1997, les investissements directs atteignaient cinq cent quatre-vingt-dix millions de dollars, contre quatre cent trente-six à la fin de 1996. La Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) estimait qu'après cinq ans de déclin, l'économie de l'Azerbaïdjan avait connu une croissance de 1,2 % en 1996 et de près de 5 % en 1997. Dans le premier trimestre de 1997, l'inflation était de 0,8 % contre 6,8 % en 1996 et 84,6 % en 1995. Le rythme de la croissance devrait, selon les prévisions, s'accélérer encore en 1998 et 1999<sup>20</sup>.

Le développement économique de l'Arménie, naguère considéré comme le plus «dynamique» de la CEI, a, en revanche, montré des signes de déclin. L'Azerbaïdjan, La Géorgie, le Kirghizstan se développent plus rapidement. Après trois ans durant lesquels l'Arménie devait enregistrer les meilleures performances de toute la CEI, son déficit commercial pour les onze premiers mois de 1997 est de six cent huit millions de dollars, supérieur, donc, à celui de 1996 (571 millions). Ce chiffre, ajouté au déficit courant de quelque cinq cents millions de dollars, est trop important pour une économie de cette taille. Seul, le soutien de diverses institutions financières internationales, de pays étrangers (particulièrement, les États-Unis) et de la diaspora, a permis d'éviter une déstabilisation de l'économie. L'inflation a fait un bond, passant d'un petit 3,6 % en 1996 à 21,9 % en 1997. La croissance écono-

mique n'aura été que de 2,6 % pour les dix premiers mois de 1997, soit la moitié de 1996 (5,2 %). Les investissements étrangers dans l'industrie arménienne sont estimés à cent huit millions de dollars pour 1997, contre 33,8 millions en 1996<sup>21</sup>. Bien que la privatisation en Arménie soit l'une des plus réussies de toute l'ex-Union soviétique et que ses réformes économiques soient parmi les plus significatives, sur le long terme, ses perspectives sont entravées par le blocus azéri et turc, le manque de ressources naturelles et d'industrie lourde.

En ce qui concerne le Karabagh, les autorités de Stepanakert estimaient, en avril 1995, que la guerre avait causé quelque 2,5 billions de dollars à son économie et son infrastructure. L'économie du Karabagh demeure très fragile et l'enclave pèse lourd sur Erevan qui lui assure une aide financière. Le Budget du Karabagh était de vingt millions de dollars pour 1997, dont treize millions provenaient d'Arménie, sous forme de crédits à long terme permettant de couvrir les besoins les plus fondamentaux, tels que la sécurité sociale, l'éducation, la santé<sup>22</sup>.

---

*L'économie du Karabagh demeure très fragile et l'enclave pèse lourd sur Erevan qui lui assure une aide financière.*

---

Malgré ce recul économique et politique, l'Arménie a mené une politique étrangère relativement dynamique.

## LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Elle se fonde sur trois principes étroitement liés :

- la sécurité : l'Arménie perçoit son environnement immédiat comme hostile et son agenda de politique étrangère est dominé par des préoccupations militaires et de sécurité. A titre préventif, l'Arménie veut mettre sur pied des forces de défense au moins égales aux forces armées d'Azerbaïdjan ;

- l'équilibre : pour des raisons historiques, l'Arménie préfère prendre l'initiative d'instaurer des relations équilibrées avec toutes les puissances, plutôt que de se reposer sur un simple alignement avec un autre pays. La volonté d'Erevan d'entretenir des liens à la fois avec la Russie et les États-Unis contraste avec l'orientation exclusivement pro-occidentale de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan.

L'Arménie est parvenue à préserver cet équilibre, en se gardant de s'opposer, comme de pleinement s'associer à aucun des acteurs de cette région qui en compte beaucoup ;

■ le pragmatisme : l'Arménie est consciente de sa relative faiblesse économique et militaire, surtout comparée à l'Azerbaïdjan ; elle en tient compte dans ses relations extérieures, au grand dam, parfois, de son opinion publique. Le principal levier de sa politique étrangère est sa position géostratégique.

L'Arménie vise donc à établir le plus de liens possible avec l'extérieur, dans la région et au-delà, de manière à renforcer sa sécurité. Ses dirigeants sont également conscients que la communauté internationale ne permettra pas que le conflit du Haut-Karabagh reste éternellement sans solution. Erevan cherche donc à tisser un réseau de relations facilitant un éventuel arrangement, aussi favorable que possible à la position arménienne<sup>23</sup>.

Les orientations fondamentales de la politique étrangère arménienne concernent notamment, parmi les États voisins :

■ la Géorgie : les relations entre Tbilissi et Erevan sont amicales, bien que les rapports, plus antagonistes, de la Géorgie avec la Russie la rapprochent plus de l'Azerbaïdjan. La Géorgie a plus à gagner de la richesse pétrolière de l'Azerbaïdjan que de bonnes relations avec l'Arménie. Néanmoins, en juillet 1997, l'Arménie signait avec elle un accord de partenariat stratégique ;

■ l'Iran : les relations avec l'Iran sont constamment renforcées par un nombre important d'accords bilatéraux. La présence économique iranienne en Arménie (notamment pour l'énergie, l'industrie et les biens de consommation) est particulièrement forte. Bien que l'Iran garde une position de neutralité sur la question du Haut-Karabagh, ses liens économiques avec l'Arménie irritent Bakou, car ils sapent l'impact du blocus organisé par l'Azerbaïdjan. L'Arménie travaille à mettre en place un accord de «coopération stratégique» avec l'Iran et elle a annoncé son intention de nommer un attaché militaire à Téhéran. En avril 1997, l'Arménie, le Turkménistan et l'Iran signaient un mémorandum de coopération dans le domaine du commerce, des transports, de la banque, de l'énergie, du gaz et du tourisme. Il était suivi d'un accord trilatéral Arménie-Iran-Grèce, signé à Athènes en décembre 1997 et ouvrant la voie d'une coopération à long terme sur le plan économique et commercial ;

■ la Turquie : en 1997, les signes d'un assouplissement de la position d'Ankara sur le blocus de l'Arménie étaient perceptibles, même si la normalisation des relations avec Erevan dépend toujours de l'espoir, nourri par la Turquie, de bénéficier du transport du pétrole d'Azerbaïdjan. La pression de ce dernier pays implique que la Turquie continue de poser comme préalable à toute relation normalisée avec l'Arménie, le règlement du conflit du Haut-Karabagh. En dépit du blocus, le volume des échanges commerciaux entre l'Arménie et la Turquie dépassait les cent millions de dollars en 1997. Ces dernières années, des hommes d'affaires arméniens et turcs se sont rencontrés pour envisager des projets communs. Plus récemment, en novembre 1997, un groupe de trente hommes d'affaires arméniens s'est rendu en Turquie pour tenter d'«œuvrer en commun en vue d'instaurer des échanges commerciaux directs entre l'Arménie et la Turquie»<sup>24</sup>. Ce voyage était suivi d'une visite de trois jours d'hommes d'affaires turcs à Erevan, en février 1998, au terme de laquelle un protocole était signé, concernant le développement des relations commerciales arméno-turques ;

■ l'Azerbaïdjan : aucun progrès ne pourra être accompli dans les relations avec l'Azerbaïdjan tant qu'une solution ne sera pas trouvée pour le Haut-Karabagh. Or, à l'heure actuelle, les perspectives sont maigres. La diversité des intérêts des États dans la région est telle qu'aucun d'eux n'est susceptible de se poser en interface efficace entre les deux pays. Un arrangement sur le Haut-Karabagh reposera sans doute sur une médiation extérieure, même si des contacts directs existent entre les deux parties, mais pas au niveau officiel.

A l'échelon régional, l'Arménie a développé des contacts significatifs avec plusieurs États plus éloignés, notamment : un accord de coopération économique et militaire avec l'Ukraine ; un accord de «partenariat stratégique» avec le Kazakhstan, qui vient s'ajouter à ceux déjà signés avec le Turkménistan et le Kirghizstan. L'Arménie travaille à mettre en place des accords de «coopération stratégique» avec les États-Unis — où elle espère envoyer un attaché militaire — et avec la Chine. Au cours de l'été 1997, elle a signé des accords avec la Syrie, le Liban et l'Égypte. Erevan tient en outre à prendre part aux rencontres internationales multilatérales, telles que les sommets de la CEI ou ceux du Partenariat pour la Paix de l'OTAN. En juillet 1997, l'Arménie passait des accords de coopération militaire avec la Grèce et la Bulgarie. Les milieux officiels arméniens évoquent également un axe Moscou-Erevan-Athènes, bien que cette perspective effraie la Turquie.

Le succès le plus notable remporté ces derniers temps par l'Arménie en politique étrangère, est le traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle signé avec la Russie, le 29 août 1997, par lequel Moscou s'engage à défendre l'Arménie au cas où cette dernière serait agressée par un tiers<sup>25</sup>. Le traité devait être ratifié par la Douma de Russie et l'Assemblée nationale arménienne. Il est clair, toutefois, que — même si Erevan se réjouit des garanties de sécurité offertes par la Russie — le pays ne souhaite pas se reposer uniquement sur Moscou, ni se retrouver impliqué dans une confrontation entre la Russie et les alliances conduites par les États-Unis en Transcaucasie.

*Le succès le plus notable remporté ces derniers temps par l'Arménie en politique étrangère, est le traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle signé avec la Russie, le 29 août 1997, par lequel Moscou s'engage à défendre l'Arménie au cas où cette dernière serait agressée par un tiers.*

Outre les implications militaires, les relations arméno-russes seront axées sur les fournitures d'énergie et des accords de développement économique. En ce qui concerne le conflit du Haut-Karabagh et sa résolution, la Russie continuera vraisemblablement d'exercer une influence politique imprévisible sur les deux parties, déterminée par ses propres intérêts géopolitiques et stratégiques dans le Caucase du Sud.

Les États-Unis ont alloué une aide de quatre-vingt-sept millions de dollars à l'Arménie pour l'année fiscale 1998. L'échec de l'administration Clinton à obtenir l'annulation du paragraphe 907 du Freedom Support Act<sup>26</sup> — promesse faite par le président américain au président Aliiev — représente une victoire majeure pour l'Arménie et le lobby arménien aux États-Unis. Le Congrès américain n'a pas seulement maintenu son veto à toute aide gouvernementale directe des États-Unis à l'Azerbaïdjan, il a également approuvé l'octroi d'une aide gouvernementale de 12,5 millions de dollars au Karabagh. L'administration Clinton indiquait toutefois qu'elle poursuivrait ses efforts en vue de faire annuler le paragraphe et de réduire le volume de l'aide étrangère accordée à l'Arménie.

Il existe d'autres projets de développement à long terme des relations américano-arméniennes. En août 1997, des représentants du Département d'État, ainsi que des Départements de la Défense, du Commerce et de l'Énergie, de l'Agence américaine pour le Contrôle des Armements et du Désarmement prenaient

part à un dialogue USA-Arménie sur les possibilités d'aide dans le domaine de la sécurité et le contrôle des exportations, de la non-prolifération des armes de destruction massive, des substances nucléaires et chimiques, ainsi que la prévention du trafic de drogue. La France devait également apporter une aide financière et technique importante pour l'entretien des installations nucléaires arméniennes<sup>27</sup>.

Le dialogue américano-arménien sur la sécurité a pour objectif d'organiser des conférences bilatérales, de renforcer le partenariat et la coopération pour la sécurité en Europe (dans le cadre de l'OTAN et du Partenariat pour la Paix), l'intégration européenne (dans le cadre de l'OSCE), les armements et le désarmement (y compris le Traité sur les Armes conventionnelles en Europe et les accords sur la sécurité et la confiance en Europe). L'une des visées essentielles est la mise au point d'un système de contrôle efficace des armes de destruction massive, incluant les techniques de production et les exportations. A cet égard, l'Agence nationale de Contrôle nucléaire d'Arménie a reçu une aide de 7,5 millions de dollars des États-Unis. Ces fonds ont été alloués pour renforcer la sécurité et la fiabilité de la centrale nucléaire arménienne, moderniser le système de contrôle de l'énergie nucléaire, et élaborer un système de gestion plus efficace<sup>28</sup>.

Les problèmes de sécurité, la prévention d'éventuelles pressions diplomatiques, l'approvisionnement en énergie, la stabilité économique et le développement sont les points essentiels de la politique étrangère arménienne pour 1998. Outre sa participation aux structures internationales ou régionales multinationales, telles que la CEI, l'OTAN, le Conseil européen, l'Arménie continuera vraisemblablement d'instaurer des relations diplomatiques dans la région et au-dehors, en s'attachant tout particulièrement à développer des accords bi-et multilatéraux. Les relations Arménie-Grèce-Iran sont manifestement appelées à se renforcer, sous la forme d'accords à bénéfices réciproques, dans les domaines économique et stratégique, ainsi que sur le plan de la sécurité.

## LES AFFAIRES INTÉRIEURES

Les répercussions des soubresauts consécutifs à l'élection présidentielle de 1996 allaient se prolonger tout au long de 1997 et jusqu'à la démission du président Ter-Petrossian. Il devait s'ensuivre une vague de scissions dans les rangs des partis politiques, due à deux principaux facteurs :

■ tous les partis d'opposition ont échoué, en Arménie, à développer une base politique et un calendrier plus larges. De fait, ils ont concentré leur activité politique exclusivement sur le président Ter-Petrosian et son administration. Leurs critiques à l'égard du gouvernement n'ont pas été efficaces et n'ont pas emporté l'adhésion populaire, dans la mesure où ils n'offraient aucune alternative valable pour le pays, tant sur le plan politique qu'économique. Le soutien relatif de la population à leur égard était moins une approbation de leur action ou de leur idéologie que l'expression d'un mécontentement à l'adresse du gouvernement ;

■ l'existence de cinquante-sept partis et mouvements politiques pour une population officiellement estimée à 3,7 millions de personnes tend à montrer qu'aucune de ces organisations n'est en mesure de s'assurer un large soutien politique et populaire en Arménie, ni de se donner les moyens d'un fonctionnement efficace. A quelques exceptions près, la plupart des partis politiques d'Arménie sont composés de petits groupes d'individus ou d'intellectuels qui s'opposent au gouvernement ou aux leaders de leurs anciens partis ou organisations.

---

*L'obtention d'un consensus sur la question du Haut-Karabagh, la consolidation du pouvoir politique, un développement économique trop lent jusqu'à présent, un niveau de vie trop bas constituent quelques-uns des défis auxquels est confronté le nouveau président d'Arménie.*

---

Il reste à voir comment les forces politiques arméniennes se consolideront après l'élection du nouveau président. Il est vraisemblable qu'un certain nombre d'entre elles persisteront à justifier leur existence en se contentant de critiquer le gouvernement. On peut penser toutefois que d'autres, plus nombreuses, s'efforceront de jouer un rôle plus constructif dans la politique arménienne, en révisant leur calendrier et en réajustant leurs rapports avec le gouvernement.

L'obtention d'un consensus sur la question du Haut-Karabagh, la consolidation du pouvoir politique, un développement économique trop lent jusqu'à présent, un niveau de vie trop bas constituent quelques-uns des défis auxquels est confronté le nouveau président d'Arménie.

## LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Des conditions économiques défavorables et la question du Haut-Karabagh auront été deux des éléments les plus importants du premier tour de l'élection présidentielle du 16 mars 1998.

Sur les douze candidats en lice, deux arrivaient en tête : Robert Kotcharian, président par intérim et Premier ministre (39 % des voix), et Karen Demirdjian, ancien dirigeant communiste (30 %). Le leader de l'Union démocratique nationale, Vazguen Manoukian, n'obtenait que 12 % des suffrages, et le responsable du Parti communiste, Sergueï Badalian, 11 %.

Plus de trois cents observateurs internationaux supervisaient le déroulement des élections. Lord Russell Johnson, représentant spécial de la mission d'observation de l'Assemblée inter-parlementaire du Conseil de l'Europe, déclarait que, «dans l'ensemble, l'élection présidentielle en Arménie s'était bien déroulée»<sup>29</sup>. En dépit de quelques irrégularités évoquant celles de 1996, il enregistrait «des progrès considérables». La plupart des irrégularités étaient d'ordre purement technique, souvent causées par des représentants trop zélés des échelons moyens de l'administration.

Bernard Owen, délégué par le Conseil de l'Europe, déclarait lui aussi à la presse que, si l'on se référait aux critères des États nouvellement indépendants, «l'élection s'était bien déroulée». Commentant les propos de sept des candidats, selon lesquels l'élection n'avait été «ni libre ni juste», il ajoutait : «Si ces reproches sont réellement fondés, et non purement politiques, il existe des structures habilitées à dénoncer cette élection, comme nulle et non avenue. Il ne faut pas confondre démocratie et anarchie»<sup>30</sup>.

Un rapport controversé des observateurs de l'OSCE faisait état d'irrégularités importantes dans 15 % des huit cents bureaux de vote supervisés. Le rapport indiquait aussi que des progrès significatifs devaient être réalisés pour le second tour, le 30 mars, mais estimait que rien ne permettait d'invalider les résultats du premier tour<sup>31</sup>.

Au cours d'une conférence de presse, Robert Kotcharian contes-  
tait certains points du rapport et rejetait les reproches de l'OSCE selon lesquels on aurait déployé des forces de police et des personnels de l'administration d'État dans les bureaux de vote, tandis que les médias favorisaient outrageusement sa victoire au

premier tour. Robert Kotcharian admettait «certaines insuffisances» dans le déroulement du scrutin et promettait qu'ils ne se reproduiraient pas au second tour. Il soulignait que, hormis quelques incidents isolés, le scrutin du 16 mars avait fait la preuve d'un progrès majeur du processus électoral, avec une participation record de plus de 60 %.

Aucun candidat n'ayant obtenu la majorité absolue, un second tour devait opposer Robert Kotcharian et Karen Demirdjian, au profit du premier.

Natif du Haut-Karabagh, Robert Kotcharian en avait été le président, de 1994 jusqu'à sa nomination au poste de Premier ministre d'Arménie en mars 1996. Malgré quelques hésitations concernant sa citoyenneté et son obligation de résidence, la Commission électorale d'Arménie devait entériner sa candidature<sup>32</sup>. Plus de deux douzaines de partis et d'organisations politiques, la plupart de centre-gauche, ont soutenu Kotcharian, dont le Parti Dachnak qu'il avait réautorisé aussitôt après la démission de Ter-Petrosian. Robert Kotcharian avait pour atouts d'avoir déjà démontré sa capacité à gouverner et quelques réalisations économiques durant l'année passée au poste de Premier ministre. Il avait en outre joué un rôle majeur dans le mouvement de «solidarité nationale» en faveur du Haut-Karabagh et le départ de son impopulaire prédécesseur.

Son adversaire, Karen Demirdjian, soixante-six ans, avait été Premier secrétaire du Parti Communiste d'Arménie de 1974 à 1988. Il vivait, depuis, relativement retiré, se contentant d'exercer les fonctions de directeur d'une des plus grandes entreprises d'État de la république. Pressenti pour être le candidat du Parti socialiste<sup>33</sup>, il avait décliné l'offre. La popularité de Demirdjian avait rapidement grimpé, aussitôt après l'annonce de sa candidature-surprise. Il devait bénéficier du soutien des nostalgiques du niveau de vie arménien, plus élevé, des dernières années de l'ère soviétique.

---

*Pour Robert Kotcharian, une «meilleure politique économique», visant à liquider la corruption, peut garantir des résultats satisfaisants, en-dehors de tout progrès sur la question du Haut-Karabagh.*

---

Sur le plan économique, Robert Kotcharian a promis de renforcer l'industrie, de créer des emplois ainsi que des conditions d'investissements plus favorables ; il s'est engagé, par ailleurs, à s'atta-

quer au marché noir et à la fraude fiscale, à augmenter les salaires, à réformer le système de sécurité sociale et celui des retraites, ainsi qu'à assurer des soins gratuits aux groupes de population les plus démunis.

Pour Robert Kotcharian, une «meilleure politique économique», visant à liquider la corruption, peut garantir des résultats satisfaisants, en-dehors de tout progrès sur la question du Haut-Karabagh. Toutefois, compte tenu du blocus imposé par la Turquie et l'Azerbaïdjan, on peut se demander s'il s'agit là d'une vision très réaliste. A la différence de Karen Demirdjian, Robert Kotcharian offrait sans doute les meilleures garanties que les réformes en faveur de l'économie de marché se poursuivraient et il devait être fortement soutenu par les milieux d'affaires.

Avec la marginalisation de Ter-Petrosian et de son parti, un large consensus se dessinait en Arménie sur la question du Haut-Karabagh, fondé sur le droit des Arméniens du Karabagh à l'autodétermination. Robert Kotcharian, dont les idées sur cette question étaient beaucoup plus claires que celles de son adversaire, a promis de faire en sorte d'obtenir la reconnaissance internationale de ce droit, tout en considérant qu'un compromis pouvait être atteint au sein du Groupe de Minsk. Karen Demirdjian était plus ambigu, mais il pensait que ses relations de nombreuses années avec Haydar Aliev pourraient aider à trouver une solution plus rapidement. Le nouveau président devra maintenir l'équilibre entre le soutien populaire dont bénéficient, dans le pays, les Arméniens du Karabagh, et les pressions internationales en faveur de la résolution du conflit.

Durant sa campagne, Robert Kotcharian avait en outre promis un amendement à la Constitution, en vue de faire de l'Arménie une république parlementaire et de garantir la citoyenneté aux Arméniens de la Diaspora<sup>34</sup>.

Le bruit a couru, persistant, que la candidature de Demirdjian n'avait d'autre but que de prendre des voix aux adversaires de Kotcharian, notamment Manoukian et Badalian, favorisant ainsi la victoire de celui qui était alors Premier ministre. Karen Demirdjian, toutefois, a toujours nié avoir passé un accord secret avec Robert Kotcharian.

---

*Le bruit a couru, persistant, que la candidature de Demirdjian n'avait d'autre but que de prendre des voix aux adversaires de Kotcharian, notamment Manoukian et Badalian, favorisant ainsi la victoire de celui qui était alors Premier ministre.*

---

La victoire de Robert Kotcharian ne laisse pas d'inquiéter les acteurs régionaux et la communauté internationale. L'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie avaient d'ailleurs clairement exprimé leur préférence pour Demirdjian, considéré comme une «chance pour la région»<sup>35</sup>.

Les conséquences de la victoire de Kotcharian sont évidentes. Dans la région et à l'extérieur, le nouveau président est perçu comme un «dur», un «nationaliste», avec lequel aucun compromis n'est possible sur la question du Karabagh. La communauté internationale, notamment l'Occident, qui avait mis en place des relations de travail relativement «confortables» avec Ter-Petrossian depuis 1991, devra revoir sa stratégie. Ou l'Occident continuera de faire pression sur l'Arménie — ce qui ne sera sans doute pas très efficace, comme en témoigne la chute de Ter-Petrossian —, ou il lui faudra inventer un nouveau *modus operandi* politique, une diplomatie qui ne soit pas entièrement axée sur le pétrole. Sur le long terme, plus l'Occident fera pression sur l'Arménie, plus cette dernière se rapprochera de la Russie et de l'Iran. De son côté, Robert Kotcharian devra prendre en compte les espoirs de la communauté internationale et il ne pourra pas, indéfiniment, faire de l'Arménie l'«otage» du conflit du Haut-Karabagh.

La compétition économique et politique qui se joue entre la Russie et les États-Unis pour une plus grande influence dans la région, modèlera en partie la politique du nouveau président arménien. Sur le long terme, la question est de savoir ce qu'il adviendra des relations russo-arméniennes et, plus généralement, de la politique russe dans la région, lorsque Boris Eltsine ne sera plus au pouvoir.

L'élection présidentielle de mars 1998 a montré qu'un changement pacifique du pouvoir politique était possible en Arménie. Toutefois, les problèmes intérieurs, à Bakou et à Erevan, risquent de bloquer le processus de paix dans le Haut-Karabagh jusqu'à la fin de l'année 1998. Robert Kotcharian et Haydar Aliev ont tous deux exprimé leur volonté de maintenir le cessez-le-feu et de faire en sorte de trouver une solution pacifique.

---

*Dans la région et à l'extérieur, le nouveau président est perçu comme un «dur», un «nationaliste», avec lequel aucun compromis n'est possible sur la question du Karabagh.*

---



---

*L'élection présidentielle de mars 1998 a montré qu'un changement pacifique du pouvoir politique était possible en Arménie.*

---

Sur le long terme, une amélioration des conditions économiques et sociales, une solide stratégie de développement et la résolution du conflit du Haut-Karabagh sont les défis les plus lourds à relever pour la nouvelle direction arménienne.

*Traduit de l'anglais par Ilona Galilejskaïa*

\* \* \*

- 1 Cf. *Noyan Tapan*, 19 janvier, 29 janvier 1998. Le 30 août 1991, la Déclaration d'Indépendance du Soviet suprême de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan proclame que la nation azérie est seule souveraine dans la république.
- 2 Vano Siradeghian, l'un des membres-fondateurs du «Comité Karabagh» qui devait conduire l'Arménie à l'indépendance, est une figure politique majeure et controversée du pays. Protégé de Ter-Petrossian, il est ministre de l'Intérieur lors de l'élection présidentielle de 1996 et impliqué dans les mesures prises pour éviter de nouveaux troubles et maintenir le contrôle du parti de Ter-Petrossian et des autres partis au pouvoir dans le pays. Tandis que Ter-Petrossian tente de retrouver une légitimité politique après l'élection présidentielle, les affaires personnelles de Siradeghian deviennent une gêne pour l'administration Ter-Petrossian. Siradeghian est donc relevé de ses fonctions de ministre de l'Intérieur et nommé maire d'Erevan. En juillet 1997, il est élu à la tête du Mouvement national arménien, lors du neuvième congrès de ce parti, puis ré-entre au Parlement en octobre, comme député de la région de Hrazdan (il obtient 66 % des suffrages).
- 3 Vétéran du Haut-Karabagh, Vazguen Sarkissian abandonne Ter-Petrossian dont il était très proche pour passer du côté du Premier ministre Robert Kotcharian. Après la réélection de Ter-Petrossian en septembre 1996, Sarkissian n'avait pas hésité à envoyer des douzaines de milliers de manifestants qui contestaient les résultats jugés frauduleux. De ce fait, Ter-Petrossian était conscient que s'il cherchait à préserver son pouvoir, son ministre de la Défense pourrait envoyer à nouveau les chars, mais en faveur, cette fois, de Robert Kotcharian. En dernier ressort, le destin de Ter-Petrossian fut décidé par le ministre de la Défense Sarkissian et le ministre de l'Intérieur Serge Sarkissian (les deux ne sont pas apparentés). Vazguen Sarkissian avait été élu au Parlement en 1990, il devint ministre de la Défense en 1992, à l'âge de trente-trois ans.
- 4 *Radio Free Europe-Radio Liberty (RFE-RL) Armenia Report*, 30 janvier 1998.
- 5 «Yerkrapah» (les Défenseurs de la Patrie) est une organisation paramilitaire formée de vétérans du Karabagh. L'organisation est formellement dirigée par le ministre de la Défense Vazguen Sarkissian. Comptant plus de cinq mille membres et deux douzaines de députés, «Yerkrapah» est l'un des mouvements les mieux organisés et les plus puissants d'Arménie. Organisation non-gouvernementale, «Yerkrapah» n'en fut pas moins appelée pour mettre un terme aux violentes protestations de l'opposition après la réélection controversée de Ter-Petrossian, en septembre 1996. Durant la récente crise politique, Albert Bazeyan, vice-président de «Yerkrapah», devait appeler Ter-Petrossian à démissionner, à moins qu'il ne renonce à «sa politique défaitiste concernant le Karabagh, rejetée par toute la nation arménienne».

Bazeyan) devait ajouter que son organisation avait fait le «mauvais choix» en soutenant Ter-Petrosian lors des élections précédentes.

- 6 Le «Floc républicain» se compose de députés du Mouvement national arménien et d'une demi-douzaine de partis favorables à Ter-Petrosian.
- 7 Ainsi, en raison des difficultés économiques et sociales, entre 800 000 et un million d'Arméniens (sur une population de 3,5 millions) ont quitté le pays depuis l'indépendance, émigrant pour la plupart en Russie et en d'autres points de l'ex-Union soviétique. Selon la Banque centrale d'Arménie, les Arméniens ont reçu, de parents vivant ou travaillant à l'étranger, près de cent millions de dollars en 1996 (*Noyan Tapan*, 16 novembre 1996).
- 8 *Kommunist*, 5 octobre 1989.
- 9 Actes du Congrès des Députés du peuple du Soviet suprême d'URSS, 1990, N° 15.
- 10 L'expérience historique des Arméniens du Haut-Karabagh sous la juridiction de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan ne leur donne aucune raison de penser que les choses pourraient être différentes aujourd'hui. Ce scepticisme repose sur un certain nombre de facteurs objectifs : a) entre 1913 et 1973, la production industrielle augmente de 113 fois en URSS, d'environ 221 fois en Arménie, d'environ 40 fois en Azerbaïdjan, mais de 14,8 fois seulement dans le Haut-Karabagh. Pour ne donner qu'un exemple, entre 1945 et 1965, deux usines seulement sont installées au Karabagh ; b) à partir des années 1940, les investissements au Karabagh sont nettement inférieurs à la moyenne nationale de la République d'Azerbaïdjan. Cette tendance se poursuit jusqu'aux années 1980. Selon des chiffres de 1986, Bakou aurait investi 473 roubles par personne en Azerbaïdjan, mais seulement 181 au Karabagh ; c) le logement et la construction sont restés à un niveau minimal au Karabagh, comparé à la moyenne globale de l'Azerbaïdjan. Dans la capitale, Stepanakert, et certaines autres villes du Haut-Karabagh, les listes d'attente pour un logement étaient parfois de vingt ans ; d) les moyens de transport étaient très peu développés dans les régions du Haut-Karabagh, rendant les contacts entre la population très difficiles. Le manque de routes et de communications interrégionales pratiques devait considérablement freiner le développement économique, notamment dans les petites villes et les villages. Ainsi, alors que le Haut-Karabagh bénéficiait d'une situation géographique favorable par rapport à l'Arménie et à la Géorgie, ses échanges et son commerce avec elles ne représentaient que 2 % de son «commerce extérieur» global ; e) sous prétexte de prévenir tout danger «nationaliste», les autorités azéries ont créé des mécanismes internes favorisant le déclin de la culture et de l'identité arméniennes. Ainsi, sur l'ordre du gouvernement de Bakou, l'enseignement de l'histoire arménienne devait être supprimé des programmes scolaires. La culture, la langue et l'histoire arméniennes ne pouvaient pas être enseignées, y compris dans la principale institution scolaire de la région, l'institut pédagogique de Stepanakert ; f) les investissements dans le domaine culturel étaient à peu près inexistant, malgré le riche héritage culturel des Arméniens du Haut-Karabagh (incarné par les centaines de monuments architecturaux, églises et monastères que l'on peut admirer dans toute la région) ; g) les relations culturelles avec la République d'Arménie voisine faisaient l'objet de sévères restrictions. Tous les contacts nécessitaient l'approbation expresse des autorités de Bakou et les autorisations étaient rarement accordées. La moindre tournée d'une troupe théâtrale d'Erevan devait être approuvée par Bakou ; h) l'historiographie officielle azérie présentait obstinément la riche culture chrétienne arménienne du Haut-Karabagh postérieure au Moyen Âge, comme étant «albanaise», lui déniait ainsi ses origines arméniennes ; i) à partir de 1936, toute pratique publique du christianisme arménien fut interdite au Karabagh. Alors que l'Arménie

devait bénéficier, tout au long de la période soviétique, d'un certain nombre d'églises ouvertes au culte, aucune ne fut ouverte dans le Haut-Karabagh avant 1988 ; et ce n'est pas entièrement le résultat de la politique d'athéisme du Parti communiste. A la différence de Bakou où un diocèse et une église arménienne existèrent durant toute la période soviétique, le Haut-Karabagh, lui, n'eut droit à aucune église, fût-elle symbolique.

- 11 *RFE-RL Newslines*, 3 novembre 1997.
- 12 Le corridor de Latchine, bande de terre de sept kilomètres, est vital pour le Haut-Karabagh qu'il relie à l'Arménie et au reste du monde. Sans lui, le Karabagh ne serait qu'un îlot, prisonnier des possessions azéries. Pour l'Azerbaïdjan, le corridor de Latchine n'est pas moins important stratégiquement, dans la mesure où il offre le seul accès à la partie la plus large (le nord) du district de Latchine et à l'ensemble du district de Kelbajar (deux territoires actuellement occupés par les Arméniens).
- 13 OSCE Lisbon Documents 1996, DOC.S/1/96, 3 décembre 1996.
- 14 *Azerbaijan International*, 5.1, Printemps 1997, p. 39.
- 15 Interview de Komal Ail, membre du Parlement d'Azerbaïdjan, *Noyan Tapan*, 23 octobre 1997.
- 16 Hovik Vilen, «Planning a Peace-Keeping Mission for the Nagorno-Karabakh Conflict», *Security Dialogue* 27 (1), 1996, pp. 91-94. Pour un point sur les propositions de maintien de paix de l'OSCE, voir Rob Zaagman, ed., *OSCE Peacekeeping : A Useful «Hardcore» Option*, Netherlands Helsinki Committee, 4 décembre 1996.
- 17 *RFE-RL*, 21 octobre 1997.
- 18 *Noyan Tapan*, 27 novembre 1997.
- 19 *Noyan Tapan*, 30 janvier, 11 février 1998.
- 20 *Wall Street Journal*, 14 avril 1997 ; *RFE-RL*, 16 avril 1997.
- 21 *Noyan Tapan*, 19 et 28 janvier 1998 ; *RFE-RL*, 13 février 1998.
- 22 *RFE-RL*, 3 décembre 1997.
- 23 Cf. Vartan Oskanian, «Armenia's Security Agenda», *The Diplomatic Bulletin of the Foreign Minister of the Republic of Armenia*, N° 11997, pp. 8-11.
- 24 *ArmenPress*, 28 novembre 1997.
- 25 Ce nouveau traité remplace celui signé en décembre 1991, à peine quelques jours après la dissolution de l'Union soviétique. L'Arménie et l'Azerbaïdjan sont, avec les sept autres États de la CEI, signataires de l'Accord de Sécurité collective de la CEI. L'Arménie est un des membres-fondateurs de l'accord, signé à Tachkent, le 15 mai 1992. L'Azerbaïdjan devait s'y rallier plus tardivement, puisqu'il ne rejoignit la CEI que le 24 septembre 1993.
- 26 Le paragraphe 907 de l'*US Freedom Support Act* (1992) interdit, pour l'Azerbaïdjan, toute aide de gouvernement à gouvernement, tant que Bakou n'aura pas levé son embargo économique sur l'Arménie. Au cours de la visite de Haydar Aliyev aux États-Unis, en août 1997, Bill Clinton devait s'engager à faire annuler

## LE CONFLIT DU HAUT-KARABAGH PROVOQUE DES CHANGEMENTS

le paragraphe en question. L'Azerbaïdjan a malgré tout reçu plus de cent millions de dollars d'aide, par le biais d'organisations non-gouvernementales américaines. La visite d'Aliev à Washington a aussi été marquée par la signature de plusieurs accords renforçant les liens entre les États-Unis et l'Azerbaïdjan.

- 27 La France devait notamment prendre part à l'installation d'une vaste décharge de déchets nucléaires, qui sera achevée à la fin de 1998. Le coût du projet est estimé à quarante millions de francs, dont 15,5 millions ont été fournis par le gouvernement français, les 25,5 autres faisant l'objet de crédits à long terme.
- 28 *Noyan Tapan*, 1<sup>er</sup> août 1997.
- 29 *Noyan Tapan*, 19 mars 1998.
- 30 *Noyan Tapan*, 19 mars 1998.
- 31 *RFE/RL, Armenia Report*, 19 mars 1998.
- 32 L'éligibilité de Robert Kotcharian devait être fondée sur les arguments suivants :
- a) l'obligation de résidence de dix ans, requise par la Constitution arménienne, est techniquement inapplicable avant 2001, la République ne comptant que six années et demie d'existence. Aucun candidat ne serait donc en droit de se présenter ;
  - b) Robert Kotcharian et d'autres citoyens du Karabagh usent d'un passeport arménien lorsqu'ils voyagent à l'étranger et, à ce titre, ont toujours été considérés comme des citoyens d'Arménie quand des visas leur ont été délivrés par des consuls étrangers. Le Haut-Karabagh n'étant pas reconnu comme un État souverain, ses habitants sont citoyens d'Arménie ou d'Azerbaïdjan ;
  - c) la décision, prise en 1989 par les Parlements d'Arménie (alors soviétique) et du Haut-Karabagh, de former une seule et même république n'a jamais été annulée ; en conséquence, Erevan ne reconnaît pas la République autoproclamée du Haut-Karabagh comme un État souverain ; techniquement parlant, la région est partie intégrante de l'Arménie ;
  - d) en 1989-90, Robert Kotcharian était membre du Soviet suprême de la République socialiste soviétique d'Arménie, puis il fut élu membre de son Conseil exécutif qui ne s'était alors posé la question de ses origines.
- 33 Le Parti socialiste d'Arménie est un petit mouvement fondé en 1995. L'choisissant pour candidat Karen Demirchian, lors de son troisième congrès, le 17 février 1998. Toutefois, une autre organisation socialiste, l'Union des Forces socialistes, fondée le 17 novembre 1997 et composée d'une douzaine de petits partis et organisations de gauche, soutenait Robert Kotcharian.
- 34 Le 23 octobre 1995, l'Assemblée nationale d'Arménie adoptait un texte sur la citoyenneté qui écartait en effet les Arméniens de la Diaspora. La loi stipulait que les citoyens arméniens « n'avaient le droit de devenir citoyens d'aucun autre État » (*Noyan Tapan*, 24 octobre 1995). L'adoption de ce texte avait été très critiquée par le leader de l'opposition Vazgen Manoukian, comme dressant « un mur entre la patrie d'origine et la Diaspora » (*Asbarez on-line*, 19 octobre 1995).
- 35 *Turkish Daily News*, 20 mars 1998.

le  
la  
é  
je  
tr  
de  
so  
re  
Co